

SOGERMA EXEMPLE DU MEPRIS

Personne n'aura pu échapper à l'information choc de la fin de semaine dernière : le site de Mérignac de la SOGERMA, qui est aussi le siège social de cette filiale d'EADS, ferme.

Cela signifie la perte sèche de 1050 emplois directs et environ 3000 dans la sous-traitance.

Cette gifle vient s'ajouter à une longue liste de drames sociaux dont les salariés girondins ont fait les frais (Solectron, Pioneer, IBM, Ford, Sogerma déjà...)

Mais notre conscience était sans doute insuffisamment éveillée. Notre région n'a pas subi jusqu'à présent de désastres humains comme ont pu en connaître le Nord ou l'Est. Au contraire, nos élus ont eu la joie de nous faire part très récemment de la naissance d'un "pôle de compétitivité" régional, dans le domaine de l'aéronautique !

Les militants syndicaux, qui se battent pour la défense des salariés, ne peuvent être que révoltés face à un tel mépris pour les femmes et les hommes qui au quotidien donnent toujours plus pour des entreprises qui le leur rendent de moins en moins...

Ce qui arrive à la SOGERMA relève de l'ordre du politique.

Basée sur un capitalisme mondialiste, la société dans laquelle nous luttons pour survivre ne fait qu'emprunter le chemin que nous avons contribué à tracer. Car c'est nous, citoyens, qui avons accepté «démocratiquement» de laisser ce système

s'implanter, qui fait part belle aux échanges économiques au détriment des populations.

Il arrive heureusement que les citoyens retrouvent de (trop) courtes périodes de lucidité. On nous avait prédit la fin de l'Europe, le cataclysme économique total si les Français disaient non à cette magnifique constitution européenne forte de plusieurs kilogrammes de papiers que tous les bons citoyens pouvaient éplucher avant d'aller voter... Il n'en a rien été, mais les mêmes qui ont rédigé cette constitution trouvent à redire de la complexité du code du travail français.

Tout semble bon pour réduire la majorité des êtres humains à devenir un outil de production aux services d'une minorité de privilégiés.

Nous constatons que nombre de représentants politiques et syndicaux avides de pouvoir ont perdu le lien avec la réalité. Par exemple, il y a quelques jours, des Etats généraux "Emploi-croissance" réunissaient à Bordeaux des « politiques, décideurs et institutionnels régionaux » et les organisations syndicales confédérées. Comment un dossier aussi grave que celui de la Sogerma à Mérignac n'a pas pu remonter au plus haut niveau de l'Etat avant qu'EADS fasse l'annonce de la fermeture ? Extrêmement troublant !

Le seul soutien visible et immédiat de l'Etat se résume à l'initiative du préfet dans l'envoi de compagnies de CRS pour déloger les grévistes qui ont bloqué la piste de l'aéroport lundi matin !

Autre exemple récent : la crise du CPE. Le CNE voté en octobre 2005 n'a pas remué les foules. Le CPE seul est tombé, parce que la jeunesse et le monde étudiant ont eu le courage de ne rien lâcher. Les organisations syndicales confédérées des salariés ont senti qu'elles pouvaient sortir gagnantes pour une implication *a minima* de ce que l'on est en mesure d'attendre.

Mais la loi sur l'égalité des chances comporte toujours des points inacceptables. Qu'attendent "nos" politiciens et les organisations syndicales confédérées pour finir le travail ? Les coups médiatiques passés et le service minimum rempli, ils ont laissé tomber l'ouvrage. Et nous, sommes-nous si égoïstes, individualistes et timorés pour ne pas oser voir la vérité en face ?

Ce qui arrive à la SOGERMA est de la responsabilité des dirigeants d'EADS. Leur seul but est de faire remonter des dividendes (+30% cette année) aux actionnaires au détriment des salariés.

L'Etat qui détient 15% d'EADS, ne remplit plus depuis longtemps son rôle de contre pouvoir. D'une main il finance aux frais du contribuable des investissements. De l'autre il refuse, comme le ministre de la défense, le maintien de la maintenance des avions militaires, ou de faire pression pour rapatrier une activité pour maintenir l'emploi sur le site de Mérignac.

Quant au rôle des organisations syndicales majoritaires, celles-ci découvrent l'utilité de la lutte, alors qu'elles ont pratiquée jusqu'à présent une politique de cogestion.

SUD tiendra toute sa place auprès des salariés en lutte de la SOGERMA.

Interrogeons-nous dès à présent sur l'attitude qu'adoptera Safran après avoir soutiré tout ce qui est possible de Snecma Propulsion Solide? Que fera Safran quand la direction de SPS ne pourra plus jouer sur l'externalisation de nos métiers, la sous-traitance et les réductions d'effectifs pour assurer la rémunération des actionnaires ?

La stratégie de notre direction, qui par petites touches successives fait régresser nos acquis et démantèle l'entreprise, est tout particulièrement dangereuse. L'acceptation de tous ces reculs nous conduira à notre perte. On peut attendre en espérant que nos collègues de Sogerma seront les seules victimes... ou décider de se battre chaque jour pour notre avenir.

Les militants de SUD ONT CHOISI DE SE BATTRE.
ET VOUS ?



Tél: 05-56-55-86-14

Fax: 05-56-55-89-80

Site Internet: <http://perso.wanadoo.fr/sudmetaux33/>

E-mail: sud.metaux33@wanadoo.fr